

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Evanouis-les-discours-sur-le

Evanouis les discours sur le prétendu « euro-bouclier-à-la-crise » !

- Union Européenne -



Date de mise en ligne : dimanche 11 avril 2010

PCF : Communistes de Vénissieux

Même Jacques Attali l'affirme désormais : « la zone euro peut exploser. » C'est précisément le constat fait par tout ceux qui, noyés dans le mépris de la pensée unique, tirent la sonnette d'alarme sur les vices de construction de l'euro, depuis sa création.

La promesse des promoteurs de l'euro était l'avènement d'une nouvelle ère de prospérité. Leur pari était, en mettant par ruse la charrue avant les boeufs, de provoquer une union politique européenne à partir d'une union monétaire et économique. Mais ils ont perdu sur tous les tableaux. Donnant raison malgré eux aux accents prophétiques du Discours pour la France prononcé par Philippe Séguin en 1992, ils se trouvent aujourd'hui placés dans une redoutable impasse.

La croissance ? Conjuguée à des conceptions dogmatiques de la concurrence et du libre échange, la monnaie unique, conçue et gérée pour un modèle économique allemand qui n'est pas exportable, étrangle la plupart des pays européens. La cause en est la politique monétaire (taux de change et taux d'intérêts) suivie par la BCE. En effet, les exportations en dehors de l'Union Européenne sont pénalisées par la surévaluation chronique de l'euro, dont les économistes estiment le cours « normal » entre 1,05 et 1,1 dollar. En outre, la crise a bien montré que la monnaie unique ne nous protégeait de rien puisque la zone euro est entrée en récession avant les Etats-Unis et plus fortement, ce qui est pour le moins paradoxal quand on sait d'où la crise est partie et sachant que les marchés immobiliers Français, Allemand et Italien ont bien résisté...

La France, comme l'Italie, paie son appartenance à cet euro-mark depuis le traité de Maastricht en perte de compétitivité, en désindustrialisation, en délocalisations et en chômage structurel. Cela, sans même avoir permis d'assainir ses finances publiques, puisque l'euro a permis d'accumuler des montagnes de déficit et de dettes sans exposer les gouvernements qui s'y sont adonnés à la punition des dévaluations contraintes.

L'approfondissement de l'intégration européenne ? Il s'est fracassé contre le mur des réalités nationales, à mesure qu'on resserrait le cadre institutionnel de traités délirants. Décevant les espoirs des partisans de la monnaie unique, les économies des pays membres se sont même mises à diverger entre elles à partir de l'entrée en vigueur de l'euro, en 1999, démontrant combien il est irréaliste et dangereux de nier la réalité des nations, qui se venge au centuple lorsqu'on la brutalise.

Le résultat de cette construction européenne n'est pas reluisant : une économie en berne, une désespérance sociale croissante, des institutions encore plus inaudibles et incapables de prendre les décisions nécessaires, en dépit d'un traité de Lisbonne dont on nous promettait monts et merveilles il n'y a pas deux ans... Quant à l'avenir, il reste bouché : des pays au bord de la banqueroute, de la révolte sociale, et une zone euro menacée d'éclatement.

Le temps presse : Athènes continue d'être le maillon faible d'un jeu de dominos qui ne demande qu'à déferler, risquant d'entraîner des pays à la situation également intenable mais au poids bien plus important que la Grèce - cet arbre qui cache la forêt. Pour la simple raison qu'aucune politique de rigueur ne peut réussir si l'on ne renforce pas la compétitivité du pays concerné par la dévaluation. C'est l'évidence, ainsi que le montre, par exemple, la Grande-Bretagne, qui a dévalué la livre d'un tiers de sa valeur et dont l'industrie a commencé à redémarrer. Sauf peut-être à se résoudre à transformer les Grecs, les Espagnols, les Italiens et les autres en assistés quasi-éternels de l'Allemagne... Mais Angela Merkel vient de refuser net cette perspective, acceptant même l'éclatement de la zone euro ! A l'heure où les opinions publiques grecque et allemande s'invectivent ouvertement, les uns proposant de vendre le Parthénon, les autres ravivant la question des dommages de guerre aux pays victimes de l'Allemagne nazie, on mesure concrètement en quoi le délire supranational peut conduire à l'inverse même de ce qu'il prône : la

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

résurgence des heurts nationalistes !

Aussi, plutôt que de bluffer comme aujourd'hui, les Européens feraient bien de choisir une voie intelligente entre le tout ou rien, entre le maintien du statu quo actuel au prix de l'explosion sociale, et la disparition de toute monnaie européenne par explosion de l'euro-zone, à laquelle leur acharnement risque bel et bien de mener. Ce point d'équilibre s'appelle la monnaie commune. Une telle issue ne signifierait pas la fin de l'euro comme monnaie de réserve. En 1992, les économistes débattaient de l'opportunité de mettre en place une monnaie unique ou une monnaie commune, arguant que l'Europe n'était pas une zone adaptée au partage d'une seule monnaie. En effet, la zone euro ne constitue pas une « Zone Monétaire Optimale », que ce soit par l'absence de mobilité des travailleurs, le manque de convergence économique ou de budget central.

L'histoire est en train de leur donner raison sous nos yeux : à une monnaie unique impraticable et fabriquant fatalement la désunion de l'Europe, il faut préférer une monnaie commune qui permettra à l'UE à la fois de disposer d'une devise internationale pouvant concurrencer le dollar, et d'un système monétaire souple à l'intérieur duquel les pays membres pourront ajuster leur monnaie nationale rétablie pour favoriser leur croissance. Il faudra bien s'y résoudre : la dévaluation vaut bien mieux que le chômage de masse et l'explosion sociale !

Il ne faut pas laisser passer cette chance : si l'on attend l'explosion de l'euro ou la révolution dans les pays soumis à une austérité intenable, il est malheureusement à craindre que les peuples ne soient plus disposés du tout à maintenir une quelconque coopération monétaire entre eux.

Nicolas DUPONT-AIGNAN Député de l'Essonne - Président du rassemblement gaulliste Debout la République

Jean-Pierre GERARD Vice-président de Debout la République, ancien membre du Conseil de la politique monétaire, président du Club français des numéros un à l'export.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux